Annexe au projet de service.

Les éléments ci-dessous sont des extraits et précisions du projet de service répondant aux critères de la norme Afnor SPEC_2217.

Le projet de service Le SPSTI doit définir le projet pluriannuel de service comprenant :

- *les éléments de participation de la commission médico-technique*
- *l'avis de la commission de contrôle auquel il est soumis*
- *une validation par le conseil d'administration*

La commission médico-technique (CMT), à laquelle siège chaque membre du service ...(p5)

Le projet de service a été modifié en mars 2025, validé lors de la CMT du 17 mars 2025 puis soumis à l'avis de la commission de contrôle du 22 avril 2025 et validé par le conseil d'administration du 29 avril 2025 (p1).

- *son articulation avec le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu avec l'autorité administrative et la sécurité sociale.*

Le CPOM a été signé le 06/10/2015 pour 5 ans. Le renouvellement de ce contrat a été différé (...) Un nouveau contrat sera co-construit avec la CARSAT et la DREETS au 2^{ème} semestre 2025 (p1).

Le plan d'actions du SSTIB repose et évolue sur la base du projet de service et en cohérence avec le CPOM (p6).

Le projet de service doit être porté à la connaissance de l'ensemble des acteurs œuvrant au sein du SPSTI ou pour le compte de celui-ci.

La commission médico-technique (CMT), à laquelle siège chaque membre du service, permet d'élaborer des projets d'actions sous-tendus par des constats dans la pratique de chacun. En cette instance, sont également partagés, débattus et validés tous sujets relevant de l'organisation et des moyens internes, des évolutions réglementaires, professionnelles et contextuelles, du développement et maintien des compétences (p5).

Le projet de service est classé dans la GED accessible à l'équipe et repris sur le site internet.

Le projet de service doit prévoir des dispositions de nature à garantir qu'une équité de traitement soit respectée entre les entreprises adhérentes conformément au principe de mutualisation qui régit l'association.

Equité et égalité de traitement :

Le SSTIB identifie les demandes des entreprises adhérentes impliquant un engagement disproportionné, ou hors socle de services, en analysant les demandes, sur des critères de missions, de ressources, de public visé et d'intérêt en santé au travail.

La procédure établie au SSTIB permet d'identifier parmi les recettes financières du SPSTI, la part respective du montant de la cotisation de celle résultant de l'offre complémentaire) (p6).

Le SSTIB dispose d'une charte d'égalité de traitement et d'impartialité au sein du service de santé au travail. Le SSTIB traite équitablement les entreprises adhérentes, quelle que soit leur taille, et leur effectif.

L'offre socle :

Conformément au décret du 25 avril 2022 relatifs aux modalités de l'ensemble socle de services des SPSTI, le SSTIB a précisé son offre de service autour des 3 missions principales sus-citées, avec un engagement d'équité, d'impartialité et de confidentialité auprès de ses adhérents.

Ainsi l'offre socle comprend toute action en milieu de travail à la demande du médecin du travail, lorsqu'il a identifié un risque et/ou un besoin d'accompagnement en prévention au sein d'un établissement.

Dans un souci d'engagement impartial, égalitaire et équitable, le SSTIB propose une action de prévention primaire collective à chaque adhérent, dans la limite d'une journée tous les 4 ans, qui est incluse dans l'offre socle.

Les offres complémentaires :

En plus de son offre socle, le SSTIB propose à ses adhérents des services complémentaires pour prévenir au mieux les problèmes de santé des collaborateurs et leur apporter du bien-être au travail. Ces prestations, non couvertes par les frais d'adhésion, font l'objet d'une facturation complémentaire (p6).

L'offre aux travailleurs indépendants :

Enfin, en application des textes législatifs et réglementaires en vigueur, le SSTIB propose une offre spécifique aux travailleurs indépendants répondant aux critères de candidature prévus dans les statuts du service (p6).

Evaluation de la qualité et traitement des réclamations :

Un dispositif interne au service permet l'évaluation de la qualité de service rendu aux entreprises adhérentes (employeurs, salariés et leurs représentants). Une procédure permet le traitement des réclamations (p6).